

Pourquoi l'économie américaine devrait continuer à porter Donald Trump pendant l'année présidentielle



Selon un rapport dévoilé vendredi, les économistes de Goldman Sachs se montrent optimistes pour les prévisions pour l'économie américaine en 2020. Ils estiment néanmoins que la réélection de Donald Trump sera difficile.

Avec Jean-Eric Branaa

Atlantico.fr : Dans une note parue vendredi, des économistes de la banque Goldman Sachs se sont montrés plutôt optimistes dans leurs prévisions pour l'économie américaine en 2020. Néanmoins, ces experts ont prévu une élection difficile pour Donald Trump, voire une défaite.

Faible risque de récession, chômage à la baisse, inflation maîtrisée : tous les voyants seraient au vert pour l'économie américaine en 2020. Pourtant Goldman Sachs considère que l'élection de Donald Trump n'est pas du tout faite. Dans quelle mesure l'électorat sera-t-il sensible au bilan économique de Donald Trump ? Quelle partie de cet électorat le sera davantage ?

Jean-Eric Branaa : Oui, il est vrai que les résultats sont au rendez-vous, mais cela se dit déjà partout depuis plusieurs mois. Ceux qui prétendent encore le contraire font figure de militants ou affichent un parti pris qui ne peut plus se cacher : le chômage est déjà au plus bas depuis 50 ans et Goldman Sachs prévoit qu'il va encore baisser jusqu'à 3,2, soit le plus bas taux depuis la guerre de Corée ! Faut-il ajouter que l'inflation est jugulée, que la croissance se tient bien et devrait augmenter encore si on en croit le rapport de Goldman Sachs, que les taux d'intérêts sont très bas et que la bourse ne cesse de s'envoler et de battre des records ? Il est bien compliqué de s'attaquer au président en exercice en l'affrontant sur ce terrain, d'autant que Goldman Sachs indique aussi que la bourse pourrait faire grise mine, et qu'il y aura des pertes sévères, en cas d'élection d'un président démocrate. D'ailleurs, si on en croit la célèbre formule prononcée par James Carville, le conseiller à la stratégie de la campagne de Bill Clinton en 1992, « c'est l'économie, idiot » qui décide de tout.

Alors, de là à penser que Donald Trump a gagné la partie, il n'y a qu'un tout petit pas que beaucoup ont allègrement franchi, surtout parmi les Républicains, bien entendu. Mais pas seulement : c'est pour cela que les démocrates ont combattu la réforme fiscale dès son élaboration, conscients que cela allait leur créer une vraie difficulté en 2020. Mais ils n'ont pas pu empêcher son adoption en décembre 2017 : « un vrai cadeau de Noël pour les Américains » avait claironné Donald Trump avec son sens de la formule, une de celles que l'on retient bien –une « punchline » comme disent les journalistes. Si les leaders de l'opposition sont montés au créneau à cette époque-là et ont dénoncé les cadeaux fiscaux offerts aux plus riches, Donald Trump les a aussitôt assumés, assurant que c'est en donnant aux riches et aux entreprises que l'on produit de la richesse, ce qui permet de créer des emplois et des bénéfices qui peuvent être redistribués à leur tour. Comme pour donner crédit à sa parole, de très nombreuses entreprises avaient alors aussitôt dégagé des primes exceptionnelles pour leurs employés –jusqu'à 1000 dollars par personne ! –un effet d'aubaine qui a donné

l'impression que le Père Noël était passé avant l'heure dans ce pays.

On comprend donc aisément que, outre sa base désormais identifiée comme stable et extrêmement solide, il attirera également à lui tous ceux qui considèrent leur intérêt économique immédiat comme une priorité. Et cela fait un peu de monde.

Une des questions majeures de la course à la présidentielle est celle des inégalités. Le bon contexte économique annoncé résout-il cette crise ? L'électorat de Donald Trump le juge-t-il sur ces questions ?

Non, ce n'est pas une des questions majeures de 2020. C'était celle de 2016, alors que l'Amérique (comme le reste du monde) sortait avec difficulté de la crise de 2007-2008 et que les plus riches faisaient déjà d'énormes bénéfices, alors que les classes moyennes ou les plus fragiles ne recevaient toujours rien pour leur part. Le ressenti était catastrophique et Trump est apparu comme un sauveur. Comme tous les sauveurs, il a proposé des solutions que ses « disciples » ont accepté sans les discuter. Les démocrates, trop occupés à commenter l'enquête russe du procureur Mueller, n'ont plus jamais réussi à retrouver l'écoute de leurs concitoyens sur les sujets économiques : leurs offensives sont retombées comme des soufflets, que ce soit contre les dérégulations, contre l'enrichissement phénoménal de certains, contre le fossé économique entre les Américains ou contre les droits de douanes imposés à répétition par un Donald Trump devenu surpuissant et désormais littéralement impossible à contrer sur ces questions. Leurs explications sur les dangers de la dette nationale qui ne cesse d'augmenter n'ont pas davantage convaincu. Tout cela semblait trop lointain, trop abstrait ou trop pessimiste. Sa guerre contre les « mauvais traités », ou contre les monnaies étrangères qui seraient artificiellement soutenues par des gouvernements félons pour nuire à l'Amérique, a même fini par convaincre. Le patriotisme marche toujours très bien outre-Atlantique.

Il marche d'autant plus durant la présidence de Donald Trump, qui a exacerbé les valeurs conservatrices américaines : c'est là le moteur de sa campagne. L'identitaire n'est pas très loin et apporte le carburant qui aurait pu manquer pour atteindre la réussite. Pour gagner, Trump sait bien qu'il va devoir revenir très vite à ses thèmes de prédilection : c'est ça qu'attend son électorat. C'est pour cela qu'il sortira voter le 3 novembre. Pas pour la bonne santé de l'économie.

Ces chiffres peuvent suggérer que la promesse majeure de Donald Trump, celui du retour de la puissance américaine, a été tenue. Est-ce que c'est cela qui peut influencer la campagne ?

Là encore, un grand oui, ces chiffres suggèrent que les promesses ont été tenues. Donald Trump l'a compris : il affirme déjà dans ses meetings qu'il a tenu PLUS de promesses qu'il n'en a fait. Comme l'argument plait, il l'a même tweeté la semaine dernière. Cela pourrait devenir un très bon slogan, très porteur.

Que la puissance américaine soit revenue est une affirmation qui dépend du positionnement politique que vous prenez. L'argument des démocrates en 2016 était de dire que la puissance américaine n'a jamais faibli, ce qui était vrai sous bien des aspects. La victoire potentielle de Donald Trump en 2020 est pourtant une thèse qui a envahi les papiers et les commentaires : « l'économie est florissante et va soutenir sa campagne jusqu'à sa réélection du 3 novembre 2020 ». Mais les temps ont changé et les thématiques majeures ont changé également. C'est en partie pour cela que Goldman Sachs (sur les mêmes fondements qui m'ont amené à douter de cette victoire et à défendre mon propos dans un livre) avance l'idée que l'économie ne sera pas le moteur de l'élection 2020 : pour eux (comme pour moi) la réélection sera difficile pour Donald Trump, parce que le pays est brisé, facturé, divisé et qu'il a éclaté dans deux clans opposés, qui se nichent dans leurs positions, en un repli clanique qui ne laisse aucune chance à la réflexion. Ce vote de 2020 sera émotionnel. Mais n'est-ce pas souvent le cas ?

La différence sera que Donald Trump ne pourra plus s'appuyer sur les mêmes ressorts, alors qu'il a lancé une campagne qui est un copié-collé que celle de 2016. Cela va forcément finir par coïncider quelque part. Ce qu'on peut relever cependant, c'est qu'il y a là un fait totalement inédit par rapport à 2016 : cette fois, tout le monde semble paradoxalement se préparer à la victoire de Donald Trump, voire parier dessus ! Cela fait un sacré changement !

Jean-Eric Branaa vient de publier "[Joe Biden, le 3e mandat de Barack Obama](#)", chez VA éditions.